



COMMUNE de Vincennes

**ARRETÉ**

autorisant un changement d'usage d'un local à usage d'habitation  
au nom de la commune de Vincennes

**ARRETE N°**

**Le Maire de la Commune de Vincennes**

**VU** la demande reçue le 11/03/2024 par laquelle la SCM Cabinet Médical Lamartine demande l'autorisation de changer l'usage d'un local d'habitation sis 1 Avenue Lamartine à Vincennes (94300).

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.631-7 et suivants et L.651-2 et suivants relatifs au changement d'usage des locaux d'habitation ;

**VU** la délibération n°2021-144 du 7 décembre 2021 de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois relative à la fixation des conditions de l'autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation pour la commune de Vincennes ;

Considérant l'installation d'une activité professionnelle libérale réglementée.

**Considérant** la conformité de la demande au règlement fixant les conditions des autorisations de changement d'usage des locaux d'habitation des communes du Territoire Paris Est Marne & Bois.

**Considérant** la conformité de la demande au règlement de copropriété.

**Considérant** l'accord du propriétaire pour le changement d'usage.

**ARRETE**

**ARTICLE I**

L'autorisation sollicitée par la SCM Cabinet Médical Lamartine est accordée à titre personnel et non cessible. Elle cesse de produire effet lorsqu'il est mis fin, à titre définitif, à l'exercice professionnel du bénéficiaire. A cette occasion, le bénéficiaire informera l'autorité compétente de la cessation d'activité.

**ARTICLE II**

L'activité ne devra causer ni nuisance ni danger pour le voisinage, ni désordre pour le bâti.

### ARTICLE III

Le local d'habitation objet du changement d'usage devra conserver les aménagements existants et indispensables à l'habitation (cuisine, salle de bain, toilettes...). Au départ du bénéficiaire de la présente autorisation, le local devra retrouver un usage d'habitation.

### ARTICLE IV

A défaut pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions et obligations imposées, il sera requis l'application des dispositions de l'article L. 651-2 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif aux infractions concernant les changements d'usage.

Vincennes, le  
Pierre LEBEAU



23 AVR. 2024

Adjoint au Maire  
Charge de l'urbanisme, des grands travaux, de  
l'habitat et des travaux de construction, d'entretien  
et de maintenance des équipements publics

***La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.***

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans ce même délai, devant le tribunal administratif compétent.